

Et voilà le passe-CO2 ! Merci qui ?

Posté le : 6 mai 2022 10:13 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Europe de l'est, Attitudes, Réforme, hyperfiscalité

"RÉGLEMENTATION. Les textes encadrant l'obligation d'un audit énergétique pour les logements énergivores à vendre sont parus au Journal officiel, ce 5 mai 2022. Les logements en mono propriété classés F et G sont concernés dès le 1er septembre prochain.

Deux textes, un décret et un arrêté, sont parus au Journal officiel du 5 mai 2022. Très attendus, ils complètent la série de textes ayant réformé le [diagnostic de performance énergétique](#) (DPE), désormais harmonisé, obligatoire et opposable, et sont issus de la loi Climat et résilience, qui pose également l'interdiction progressive de louer les passoires énergétiques.

L'audit énergétique s'ajoute au DPE, lorsque celui-ci fait apparaître de piètres performances, exprimées dans le classement de A à G. Il s'applique, au moment de la vente, aux maisons individuelles et aux appartements situés en mono propriété, à l'exclusion, donc des logements situés dans une [copropriété](#). Il vise à aller plus loin que [le DPE](#) dans l'analyse précise des caractéristiques énergétiques, et à proposer des travaux d'améliorations des performances."

Contraintes sur contraintes ; coûts s'ajoutant aux coûts ; avec une inflation majeure sur les matériaux à utiliser. On crée des cohortes à financer d'experts de tout poil et de toutes compétences dont le coût s'ajoutera à celui de la construction.

Avec la loi ZAN on étend progressivement la loi « littoral » jusqu'aux frontières du nord et de l'est. Avec l'interdiction progressive d'utiliser du béton, de l'acier, ou ce qu'on voudra, au profit de matériaux "biosourcés" en pénurie totale. On ruine des pans entiers de l'industrie tout en augmentant drastiquement les coûts et les délais.

En rendant invendables ou à prix bradés des logements qui ont satisfait des générations de français, on organise une pénurie artificielle, déjà amorcée avec le blocage des locations complété aujourd'hui par celui des ventes.

On est en train d'organiser dans les transports, le logement et l'industrie un système de bureaucratie asphyxiante tuant toute rentabilité, ruinant les activités et empoisonnant la vie des habitants, tout en laissant filer les subventions démentes et les déficits.

Et pas une discussion dans les médias, pas un débat public, rien. Seulement des messes anti co2 qui ont pour but de faire peur et de donner bonne mine aux politiciens au pouvoir.

Au premier tour de la présidentielle pas un mot sur l'écologie. Pas un. On n'a parlé que de pouvoir d'achat. Avec le passe-co2 le pouvoir d'achat va en prendre un coup phénoménal. Pas un mot.

Une fois l'élection passée, nouvelle intervention du GIEC, proposition d'une planification écologique et publication d'une volée de règlements coercitifs.

En même temps on accueille tous les réfugiés et migrants du moment. On les met où ? À Marseille des Nigériens attaquent à la machette les résidents d'HLM et les expulsent pour squatter leurs appartements. Pas une réaction des "autorités". Le sujet serait « complexe ».

Vertu coercitive et laxisme régalien reportent sur le populo les conséquences de l'inconséquence

dans des proportions jamais vues en temps de paix. On voudrait organiser la guerre entre les logés et les non logés, les locataires et les propriétaires, les habitant des villes et ceux des campagnes, on ne s'y prendrait pas autrement.

L'énarchie compassionnelle et bienveillante, a le visage de plus en plus terrifiant d'Emmanuel Macron dont le regard trahit une évolution mentale de plus en plus problématique (il n'y a pas que Poutine pour présenter des signes de délire) et les folies bureaucratiques de Mme Wargon, l'équivalent en jupon du terrifiant M. Véran.

Lorsque les Français vont réaliser à quel point la liberté a été corsetée et leur vie entravée, ils réagiront, mais trop tard. On leur dira que c'est pour leur bien et celui de la terre. Qu'ils sont des mauvais citoyens et des Gaulois ingouvernables. Peut-être déclarera-t-on à nouveau qu'on a envie de les emmerder.

Toute cette enflure bureaucratique stérilisante vient de la Commission et des députés à l'assemblée européenne directement inspirés par l'ONU et les ONG. Tout ce qui descend de ce ciel-là n'est plus discuté. Les médias chantent la belle chanson de la nécessité et oublient de discuter des moyens.

Le processus de décision bruxellois se fait intégralement en dehors de toute discussion en France. On vient de le voir avec la réglementation des cryptomonnaies. Tout a été fait dans le dos des Français qui ne sont mis au courant, trois secondes, que du résultat. L'Union européenne a contribué à assécher quasi totalement le débat politique national. On n'entend pas parler des sujets qui s'y traitent et on demande de mettre en œuvre ce qui a été entériné dans le silence des médias.

On dira : les médias n'ont qu'à se saisir des débats européens, à la Commission comme au Parlement européen. Ils ne le font pas pour deux raisons techniques et une raison politique. Première raison technique : la procédure bruxelloise est longue, largement faussée par le jeu des lobbies et assommante. On ne saurait quoi dire qui intéresse les lecteurs sur ces procédures qui durent des années. Seconde raison technique : il faudrait s'intéresser aux positions en vogue dans les autres pays et les Français s'en foutent royalement. Que pensent les Autrichiens de la preuve de travail de l'Ethereum ? Rien à f...

La pire raison est purement politique. Si la couverture politique des journaux se mettait à couvrir les débats européens sur les questions vitales ou annexes alors plus personne ne comprendrait à quoi peuvent bien servir le président, les députés et les sénateurs. L'appareil démocratique devenu une chambre d'enregistrement qui attend le verdict européen paraîtrait sans objet.

Cela se termine avec un Michel Onfray qui refuse de voter dans une France Maastrichienne, 56 % des votes qui se portent sur des partis extrémistes, et un président élu par moins de 40 % des inscrits et probablement 33 % des Français en possibilité de voter, le tout sans rien dire de son programme puisqu'il est honnête de ne pas en avoir : l'Europe y pourvoit.

L'important politiquement est de chanter des cantiques :

Bienvenue dans le monde du bien, sa désolation démocratique, sa bureaucratie irradiante, sa sottise débilitante !

Et regardez bien l'image associée à ce texte : la grandeur architecturale de la France est en train de s'exalter !